

DE JORIO, Rosa. — *Cultural Heritage in Mali in the Neoliberal Era*

Marta Amico



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20901>
DOI : [10.4000/etudesafriaines.20901](https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.20901)
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2017
Pagination : 762-766
ISBN : 978-2-7132-2686-1
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Marta Amico, « DE JORIO, ROSA. — *Cultural Heritage in Mali in the Neoliberal Era* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 227 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 24 septembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20901> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.20901>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

DE JORIO, Rosa. — *Cultural Heritage in Mali in the Neoliberal Era*

Marta Amico

RÉFÉRENCE

DE JORIO, Rosa. — *Cultural Heritage in Mali in the Neoliberal Era*. Chicago, University of Illinois Press (« Interpretations of Culture in the New Millenium »), 2016, 224 p., bibl., ill.

- 1 En 2012, la destruction des lieux saints de Tombouctou par des groupes armés appelés « islamistes » ou « djihadistes » attire l'attention du monde entier. Les médias et la communauté internationale qualifient ces actes de barbares et hostiles aux valeurs démocratiques, alors que le directeur du Bureau de l'Unesco à Bamako, Lazare Eloundou Assomo⁹, qualifie de « guerre culturelle » cette nouvelle forme de violence à laquelle son institution répond à coup de subventions pour la reconstruction et la réhabilitation d'un patrimoine désormais considéré « en péril »¹⁰. Dans son ouvrage, l'anthropologue Rosa De Jorio nous offre une approche inédite de certains enjeux politiques entourant la notion de patrimoine au Mali, qui aide à resituer les événements récents dans une perspective historique axée sur les manifestations et les stratégies du pouvoir malien.
- 2 Ce livre nous amène donc au-delà des enjeux globaux soulevés par le conflit récent, au cœur de la construction nationale du patrimoine de la part des régimes qui se sont succédé au Mali depuis l'indépendance en 1960 et jusqu'au conflit armé de 2012. Plutôt que de porter sur le patrimoine en tant que tel, ce livre analyse certaines négociations, résolutions et initiatives qui se déploient *via* la construction et la préservation de monuments et édifices. Les rôles et les stratégies des chefs d'États, des partis politiques et des associations locales sont exposés et analysés au prisme de plusieurs « cas », notamment le musée des femmes et le complexe monumental de Kolouba à Bamako, la statue de l'officier colonial Archinard à Ségou, la cité sainte de Djenné et les mausolées

de Tombouctou. Certains de ces « cas » sont explorés plus précisément alors que d'autres sont seulement esquissés, et l'auteure utilise aussi, mais de manière parfois peu développée, des observations ethnographiques, par exemple des incursions dans les visites guidées d'un musée ou auprès des habitants de la ville « muséifiée » de Djenné.

- 3 Le livre commence par un retour sur la période des présidents Alpha Oumar Konaré (1992-2002) et Amadou Toumani Toure (2002-2012), afin d'analyser le rapport qu'ils instaurent avec la mémoire des régimes qui les ont précédés. Par ce biais, l'auteure décrit la gestion sélective d'un passé dominé par le monopartisme pendant la période définie comme « démocratique et néolibérale ». La focale est placée sur les rapports de rivalité entre le gouvernement et l'opposition d'où résulte un conflit entre différentes mémoires du jeune État malien. Pendant l'époque de Konaré, les tensions se cristallisent autour de la figure du premier président Modibo Keita (1960-1968), célébré par l'inauguration d'un mémorial qui est perçu par l'opposition comme le fruit d'une décision unilatérale du président. Ensuite, pendant le gouvernement Toure, les célébrations du passé du Mali s'affrontent avec les mémoires de certaines figures de l'opposition qui souhaitent rappeler le rôle joué par les étudiants dans la chute du régime de Moussa Traore (1968-1991) et critiquent l'absence de réparation symbolique des injustices de ce régime.
- 4 Le deuxième chapitre explore les relations au passé colonial du Mali sous l'angle des efforts des élites pour accommoder l'expérience coloniale française aux récits de la construction de la nation. De Jorio montre la manière dont différentes narrations de la colonisation cohabitent au sein des œuvres patrimoniales étatiques à travers le cas du complexe monumental de Kolouba. L'auteure affirme que ce complexe, construit sur le sommet de la colline du palais présidentiel, mobilise des lectures hétérogènes du passé qui passent d'une position anticoloniale à une nostalgie coloniale, jusqu'à une revendication du colonialisme comme faisant partie intégrante de l'histoire malienne. Ce complexe témoigne ainsi d'une tentative d'harmonisation de différentes racines de la nation malienne qui réinvestit l'expérience coloniale des interprétations multiples du pouvoir postcolonial. En outre, selon De Jorio, les protestations populaires ayant accompagné le transfert de la statue de l'officier colonial Louis Archinard de Ségou vers Bamako montrent que le passé colonial peut être utilisé pour des objectifs bien contemporains : que ce soit le refus de la part des populations de se soumettre un État perçu comme despotique et autocrate, les revendications sociales des étudiants, ou encore le besoin de contrôle du patrimoine citoyen de la part des élites traditionnelles.
- 5 Le cas du musée Muso Kunda (chapitre 3), créé en 1998 sous le gouvernement de Konate et fermé en 2011, permet à l'auteur d'examiner le rôle joué par l'image des femmes dans la construction de la nation malienne. Là encore, la patrimonialisation conduit à une harmonisation de différentes visions du rôle des femmes dans la société. Des « *mansions* » domestiques traditionnelles à leur rôle dans la transformation du travail et des technologies, l'importance de certaines figures féminines dans l'histoire de la nation émerge. Mais De Jorio remarque comment l'exposition de certains traits culturels attribués aux femmes comporte l'effacement d'autres traits, comme le rôle joué par les associations féminines pendant la dictature de Traore ou le récent débat autour du code de la famille, fortement orienté par la religion. De plus, le secteur du musée dédié à la mode suit une logique de consumérisme qui transforme le corps des femmes en *locus* pour la reconnaissance d'un statut social. En fin de chapitre, la

description d'une série de visites guidées amène l'auteure à s'interroger sur le rôle du musée dans l'éducation de la jeunesse malienne, prise entre des agendas conflictuels qui assignent les femmes aux tâches traditionnelles tout en les exposant aux tendances mondialisées de la mode et de la beauté.

- 6 Le quatrième chapitre se concentre sur la ville de Djenné, en décrivant les stratégies patrimoniales qui caractérisent le tournant néolibéral, quand des entités politiques multiples prennent les fonctions traditionnellement attribuées à l'État. Selon l'auteure, la transformation des sites sacrés de la ville en « patrimoine global » comporte l'émergence de nouveaux acteurs et formes de gouvernance qui encouragent le développement d'une sphère publique transnationale au Mali. Dans sa description de ce nouveau tournant, De Jorio met en lumière certaines contradictions liées à l'inscription des « Villes anciennes de Djenné » (« *Old Towns of Djenné* ») au Patrimoine mondial par l'Unesco en 1988. Ainsi, si elle couvre la ville d'une aura de prestige, la sauvegarde impose aussi une notion statique de la culture et la muséifie, créant de nouvelles formes de contrôle de l'environnement citoyen qui sont parfois contestées par les populations. Par exemple, les œuvres de restauration gérées par des entités internationales (notamment un grand projet de réhabilitation coordonné par les Pays-Bas de 1996 à 2012)¹¹ entraînent des formes de collaboration mais aussi des conflits : le discours préservationniste des institutions fait face à la vision moderniste des populations qui souhaitent adapter des aspects de l'architecture locale à de nouvelles exigences, notamment en utilisant des techniques du savoir-faire actuel. Enfin, De Jorio discute la relation à l'islam dans la régulation de l'architecture de Djenné, affirmant que celle-ci permet à l'État de promouvoir des formes du religieux compatibles avec son caractère séculaire.
- 7 La ville de Tombouctou, symbole international du patrimoine malien et site des destructions infligées par les groupes armés en 2012, est la protagoniste du dernier chapitre de l'ouvrage. De Jorio explore les événements récents, et notamment la destruction des mausolées des saints sufis inscrits au « Patrimoine mondial » de l'Unesco, au prisme des antagonismes et des conflits qui accompagnent les politiques patrimoniales de l'État, des organisations étrangères, des autorités religieuses et des élites intellectuelles de Tombouctou. Elle pointe l'inquiétude grandissante des États concernant les courants islamistes, qui encouragent, bien avant 2012, le soutien institutionnel de l'islam soufi, considéré comme plus modéré. Tombouctou devient alors le symbole d'un islam africain tolérant via l'organisation de manifestations telles le *mawloud*, avec le concours de la Libye de Mouamar Gaddafi (alors président de l'Union africaine). Dans le prolongement de ces politiques, les réponses internationales aux destructions de 2012 sont celles de la reconstruction. Ceci permet aux puissances occidentales d'étendre leur intervention du domaine militaire à celui de la culture. En même temps, au niveau national, la réduction des fonctions de l'État, affaibli par les conquêtes des groupes armés, s'accompagne de la prolifération d'associations, d'ONG et de groupes religieux. Ces organismes offrent leurs propres visions de la sauvegarde du patrimoine religieux de Tombouctou, contraignant l'État à négocier ses politiques patrimoniales avec une série d'entités aux objectifs et aux stratégies souvent discordants. L'auteure pointe également l'un des paradoxes de la patrimonialisation malienne contemporaine : les groupes religieux les plus visibles, comme le Haut Conseil islamique malien, mobilisent des discours publics ambivalents et négocient avec les groupes islamistes, pendant que l'État et l'Unesco travaillent pour reconstruire les mausolées exactement tels qu'ils étaient avant les destructions. La conclusion du

chapitre propose des recommandations pour une reconstruction du patrimoine religieux de Tombouctou qui soit « soutenable », à savoir qui prenne en compte l'élargissement de la sphère religieuse au Mali suite aux faillites de l'État et qui considère aussi le patrimoine non religieux, pour garantir une place à la diversité culturelle dans les efforts de maintien de la paix.

- 8 Le livre se termine par un épilogue affirmant l'importance du patrimoine culturel pour les articulations et les transformations de l'État malien, allant du contrôle de l'espace à l'émergence d'une culture publique et d'une conscience citoyenne à la régulation des fractures sociales. Selon De Jorio, l'époque néolibérale est caractérisée par une prolifération d'entités politiques paraétatiques qui prennent en charge le patrimoine, renforçant mais aussi défiant le pouvoir de l'État. En effet, ce dernier reproduit des tendances autocratiques et des modes de gestion unilatérale du patrimoine tout en cédant en partie la responsabilité aux organismes bailleurs qui investissent au Mali. Selon l'auteure, ceci crée des formes de privatisation du secteur culturel qui orientent toute initiative patrimoniale vers des formats globalisés parfois peu attentifs aux contextes locaux. En outre, les partis politiques et les organisations religieuses utilisent de plus en plus le patrimoine comme levier de leurs stratégies politiques, parfois non compatibles avec l'agenda d'un État. L'auteure suggère enfin que ces formes de privatisation ne sont pas la meilleure voie pour une évolution positive des politiques patrimoniales du Mali. Elle prône au contraire un retour de l'État dans la conception et l'implémentation des initiatives patrimoniales, pour permettre une plus grande inclusion des populations et une participation de celles-ci dans la gestion de leur mémoire collective.
- 9 De Jorio choisit une approche relativement originale de la question patrimoniale, qui étudie cette notion au prisme des formes du pouvoir étatique qui se succèdent depuis l'indépendance du Mali et plus particulièrement à partir des années 1990. Ceci lui permet d'effectuer un retour sur la construction nationale de cette notion, depuis ses influences sur les politiques intérieures jusqu'à son apport à la gestion de différents segments de la société malienne. Son analyse suit également les implications du patrimoine dans les pratiques religieuses, sujet fondamental pour comprendre l'origine des événements récents qui opposent les politiques séculaires de sauvegarde aux préceptes iconoclastes des groupes classés comme extrémistes. En outre, l'ouvrage permet de lire en creux l'évolution du rôle de l'État dans la gestion de la mémoire collective de la nation malienne, qui passe d'une pratique unilatérale du pouvoir pendant l'époque socialiste à un progressif affaiblissement des mesures institutionnelles pendant les années démocratiques. L'auteure montre comment le renforcement de la présence de bailleurs étrangers dépossède progressivement l'État de son contrôle sur les politiques culturelles et sur les symboles du vivre ensemble. Ses propositions finales sont utiles pour réfléchir aux implications de cette tendance dans le contexte actuel du Mali, dans lequel l'État s'en remet aux politiques de l'Unesco tout en intégrant de plus en plus les idéologies des associations religieuses. Enfin, la question des perceptions locales du patrimoine n'est pas négligée, l'ouvrage aide ainsi à considérer le point de vue des populations, bénéficiaires mais parfois aussi victimes des politiques parachutées par l'État ou les organismes internationaux. Dans ce sens, la perspective choisie par De Jorio est particulièrement utile pour réfléchir à l'actualité du Mali, puisqu'elle aborde la complexité des relations historiques, politiques et

symboliques qui entourent la notion de patrimoine depuis l'indépendance à l'heure où l'État est au centre d'un conflit patrimonial majeur.

- 10 Toutefois, certains aspects mériteraient d'être davantage développés. Les descriptions ethnographiques des sites patrimoniaux, des perceptions des populations et des organismes locaux et internationaux qui interviennent dans les politiques patrimoniales sont parfois très succinctes. Ainsi, l'on a l'impression d'une incursion sommaire dans les réalités de l'entreprise patrimoniale malienne, qui peine à soutenir les lectures critiques et les analyses de l'auteure. Certains points névralgiques, comme les rapports Nord-Sud qui orientent les politiques patrimoniales maliennes, les implications des associations religieuses dans la gestion des sites sacrés, ou le point de vue des femmes sur le développement d'une mémoire collective malienne, n'apparaissent que par bribes, donnant une impression quelque peu sommaire des enjeux du débat dans lequel l'auteure veut s'inscrire. Mais ces points ne diminuent pas l'intérêt de la lecture, au contraire : on termine le livre avec l'envie d'en savoir plus, et avec la conscience que l'anthropologie peut fournir sa pierre au débat sur les événements récents du Mali, pour une remise en question des politiques culturelles qui font du patrimoine un nouveau levier du maintien de la paix.

NOTES

9. Lazare Eloundou Assomo a été depuis 2003 spécialiste du programme au sein de l'Unité Afrique du Centre du patrimoine mondial, ensuite son directeur de 2008 à 2012 lorsqu'il devient responsable et ensuite directeur du Bureau (multipays) de l'Unesco à Bamako de 2013 à 2016. Il est actuellement directeur adjoint du Centre du patrimoine mondial de l'Unesco à Paris.

10. L'Unesco place, en 2012, Tombouctou et Djenné, sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

11. Le projet de réhabilitation et de conservation de l'architecture de Djenné (1996-2003) d'une centaine de maisons, financé par les Pays-Bas, commença avec l'engagement d'universitaires néerlandais et d'archéologues liés au musée d'ethnologie de Leiden (Rijksmuseum voor Volkenkunde), un architecte du Bureau régional de l'Unesco de Dakar (BREDA), en partenariat avec des professionnels du patrimoine du Musée national de Mali, et fut conçu pour être transféré sous la responsabilité de la direction nationale du Patrimoine culturel et du ministère de la Culture du Mali, ce qui eut lieu entre 2001 et 2003. Voir R. M. A. BEDAUX, *L'architecture de Djenné : la pérennité d'un patrimoine mondial*, Gand, Snoeck, 2003 ; R. M. A. BEDAUX & J. D. VAN DER WAALS (dir.), *Djenne, une ville millénaire au Mali*, Leiden, Rijksmuseum voor Volkenkunde-Martialis, 1994 ; R. M. A. BEDAUX, B. DIABY, M. K. KEITA, P. MAAS & S. SIDIBIÉ, « Plan de projet Réhabilitation et Conservation de l'Architecture de Djenné (Mali) », *ICOMOS Scientific Journal*, 7, 1996, pp. 45-76.